

**Question prioritaire avec demande de réponse écrite P-000881/2021
à la Commission**

Article 138 du règlement intérieur

Domènec Ruiz Devesa (S&D), Dietmar Köster (S&D), Bettina Vollath (S&D), Maria Grapini (S&D), Łukasz Kohut (S&D), Juan Fernando López Aguilar (S&D), Kati Piri (S&D), Milan Brglez (S&D), Pietro Bartolo (S&D), Sylvie Guillaume (S&D), Giuliano Pisapia (S&D), Isabel Santos (S&D)

Objet: Pratique généralisée du refoulement aux frontières extérieures de l'Union européenne

Le 30 janvier 2021, dans un article intitulé «L'UE accusée de refoulements illégaux»¹, le journal *Le Monde* décrit la pratique généralisée du refoulement aux frontières extérieures de l'Union, notamment en Hongrie, en Croatie et en Grèce, pays où Frontex mène des opérations. L'article indique que, selon le Comité Helsinki hongrois, la Hongrie a pratiqué 50 000 refoulements depuis 2016. Dans son arrêt du 17 décembre 2020, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a estimé que les pratiques hongroises enfreignaient les directives régissant le droit d'asile; or, le gouvernement hongrois a pourtant continué ces pratiques. Le 8 février 2021, dans un article intitulé «Nouvelles accusations contre l'agence européenne Frontex»², le journal *Le Monde* observe que le Forum des droits fondamentaux n'a presque jamais été consulté et constate l'absence de préoccupation pour le respect des droits humains au sein de l'Agence.

1. Depuis 2015, l'Agence Frontex a-t-elle informé la Commission et son propre conseil d'administration de tous les cas de refoulement pratiqués en Hongrie ainsi que dans les autres pays cités dans l'article?
2. De quels mécanismes de suivi la Commission dispose-t-elle pour recenser les refoulements illégaux, en particulier en Hongrie, alors que l'Agence Frontex y a suspendu ses opérations?
3. Étant donné que la sécurité juridique a été instaurée par l'arrêt de la CJUE du 17 décembre 2020, comment la Commission compte-t-elle utiliser les instruments à sa disposition pour garantir le respect de l'état de droit dans l'Union?

¹ «L'UE accusée de refoulements illégaux», *Le Monde*, 30 janvier 2021.

² «Nouvelles accusations contre l'agence européenne Frontex», *Le Monde*, 8 février 2021.